



crescentis

REVUE INTERNATIONALE D'HISTOIRE
DE LA VIGNE ET DU VIN

N° 3

<http://preo.u-bourgogne.fr/crescentis/>



Bernard GALLINATO-CONTINO

*Le conseil général de la Gironde en lutte contre les fléaux
de la vigne et du vin sous la III^e République (1870-1940)*

Bernard GALLINATO-CONTINO, *Le conseil général de la Gironde en lutte contre les fléaux de la vigne et du vin sous la III^e République (1870-1940)*, Bordeaux, Féret, 2019

S'il est toujours agréable de saluer les travaux relatifs à l'histoire de la vigne et du vin, le plaisir l'est d'autant plus de présenter une étude consacrée à l'histoire des institutions vitivinicoles. Bernard Gallinato-Contino, professeur émérite à l'Université de Bordeaux, nous livre effectivement ici une étude originale intitulée *Le conseil général de la Gironde en lutte contre les fléaux de la vigne et du vin sous la III^e République (1870-1940)*. Publié aux éditions Féret en 2019, l'ouvrage a pour ambition d'embrasser l'activité des représentants des quarante-huit cantons de l'assemblée départementale girondine durant une période-clé de l'histoire vitivinicole de la France : celle des crises liées aux aléas de la nature, comme aux erreurs humaines – ces dernières étant parfois la conséquence des premières – et que les pouvoirs publics cherchent à contenir à travers une législation révélatrice de l'importance économique et sociale de la filière.

Organe essentiel de la démocratie locale, le conseil général de la Gironde apparaît comme la caisse de résonance des doléances de la propriété et du négoce, forces de proposition souvent opposées, mais unies en définitive dans leur volonté de préserver le fleuron de l'économie départementale. Par ses liens privilégiés entretenus avec les maires et le préfet, mais aussi avec les groupements agricoles et les institutions commerciales et, enfin, avec le Parlement – ses élus étant parfois députés ou sénateurs – le conseil général « cristallise les difficultés du monde vitivinicole ».

Il accompagne ainsi la viticulture lorsque cette dernière subit les conséquences des intempéries frappant le vignoble (hivers rigoureux, grêles, tempêtes, inondations). L'assemblée départementale n'hésite alors pas à aider financièrement la petite propriété, les métayers ou les ouvriers agricoles par des subventions régulières. Elle promeut également le crédit agricole en garantissant les prêts aux plus démunis et pousse le législateur à imposer l'assurance obligatoire. Les travaux des conseillers girondins sont également précieux dans la mesure où ils révèlent la volonté de prévenir les calamités agricoles en apportant leur contribution au développement de la météorologie dès la fin du XIX^e siècle (notamment en matière de lutte contre la grêle).

Bien plus spectaculaire est l'œuvre du conseil général relative à l'éradication des parasites de la vigne, l'épisode

phyllloxérique étant, et de loin, sa principale préoccupation durant le dernier quart du XIX^e siècle. Fins observateurs des ravages du terrible insecte, les élus girondins encouragent, en synergie avec le préfet, la recherche des meilleurs procédés permettant de lutter contre ce fléau (récompenses, financement de champs d'expérimentation, participation à des congrès antiphyllloxériques). Ils ne peuvent cependant – à l'image des débats nationaux – éviter de s'opposer entre américanistes et détracteurs du greffage. L'ampleur de ces débats éclipsé assez logiquement les discussions consacrées aux autres insectes et aux maladies cryptogamiques, la question de l'utilisation, comme de l'approvisionnement en sulfate de cuivre et en soufre alimentant néanmoins de nombreuses séances de l'assemblée.

Cette dernière ne saurait réduire son activité aux conséquences des catastrophes naturelles, l'activité humaine pouvant avoir des conséquences dramatiques sur l'ensemble de la filière. La question de la fraude sur la vente des vins en est l'illustration sans doute la plus connue. Le conseil général résonne, en effet, des mêmes débats que ceux développés au Parlement durant la Belle Époque afin de mettre un terme aux tromperies et falsifications vinicoles. L'élaboration de la loi du 1^{er} août 1905 voit ainsi s'affronter les représentants locaux de la viticulture et ceux du négoce autour de l'épineuse question du coupage, tandis que celle du 5 août 1908 entraîne de vifs débats débouchant sur l'éviction des vignobles lot-et-garonnais et périgourdins de la délimitation administrative du bordeaux en 1911. La question de la qualité demeure, tout au long de l'entre-deux-guerres, l'un des fils directeurs des travaux de l'assemblée départementale, à travers, notamment, la problématique – encore présente de nos jours – de la chaptalisation des vendanges ou de la concentration des moûts.

La crise de surproduction marquant l'ensemble du vignoble français à partir de la première décennie du XX^e siècle ne peut manquer d'appeler l'attention des élus girondins, le département produisant, en effet, des quantités non négligeables de vins de consommation courante. Aux vœux adressés à l'État en vue de l'inciter à en acheter des volumes importants afin d'étancher la soif des poilus durant la Grande Guerre s'ajoutent les propositions destinées à soutenir le

mouvement coopératif et, *in fine*, à réguler la production, puis le marché durant les années 1930, à l'image du statut de la viticulture s'élaborant au même moment. Le conseil général apparaît surtout comme un puissant vecteur de propagande en faveur du vin, à l'image de la promotion des foires et fêtes vinicoles ou de la création du Comité départemental du vin de Bordeaux. Si bien que, dans les années 1930, il est devenu le principal acteur institutionnel de la défense des intérêts vinicoles girondins.

Par leurs liens étroits entretenus avec la propriété et le négoce, les élus du département ne pouvaient que s'opposer sur la politique commerciale devant être menée par le pays. À ce titre, si le vieil esprit libéral du négoce bordelais domine jusqu'aux années 1880, de sérieuses divisions apparaissent entre 1890 et 1914, la viticulture souhaitant un relèvement des tarifs douaniers afin de réduire les importations étrangères, notamment espagnoles, ainsi que celles des vins frelatés. L'hégémonie libre-échangiste semble, dès lors, avoir vécu. L'échec de l'instauration d'un port franc à Bordeaux et la suppression des entrepôts spéciaux en sont des exemples patents. L'union girondine transparaît néanmoins durant l'entre-deux-guerres lorsqu'il s'agit de déplorer le manque d'implication de l'État en matière d'exportations et de protection des marchés étrangers.

Enfin, le conseil général de la Gironde demeure un acteur essentiel en matière sociale. En témoignent les aides accordées aux viticulteurs les plus modestes, ainsi que la volonté de désenclaver la petite propriété en subventionnant, notamment, la modernisation des pratiques vitivini-cales, et en promouvant les mouvements associatifs ainsi que la création d'une chambre départementale d'agriculture. Soucieux d'améliorer le niveau de l'enseignement agricole, les élus locaux s'accordent aussi, et peut-être surtout, sur la nécessité de doter le département d'écoles de viticulture. La ferme-école de La Réole et l'école pratique de viticulture et d'œnologie de Blanquefort en sont les plus beaux témoignages.

Par l'ampleur du sujet qu'il embrasse, la période qu'il aborde et les sources qu'il sollicite, l'ouvrage de Bernard Gallinato-Contino tiendra une place de choix au sein des bibliothèques des spécialistes d'histoire vitivinicole et, plus largement, d'histoire économique, sociale et institutionnelle. En ressuscitant la parole des élus girondins de la III^e République, il permet de confronter la pratique, la tradition, l'expérience et, en définitive, le savoir-faire à la généralité du dispositif législatif élaboré au niveau national. Il contribue, enfin, à relativiser les problématiques vitivinicoles actuelles en les replaçant dans leur contexte historique.

Olivier Serra

UMR6262 CNRS IODE

(Institut de l'Ouest, Droit et Europe)

TABLE DES MATIÈRES

DOSSIER THÉMATIQUE : COMMUNIQUER, EXPOSER, MONTRER LES MONDES DU VIN

- Aux rythmes de la patrimonialisation, exposer les mondes du vin.... . 5
Vincent Chambarlhac
- Georges-Henri Rivière n'a pas fondé le Musée du vin de Beaune 9
Sonia Dollinger
- Les musées du Vin de Beaune et d'Épernay : quelle place pour Georges-Henri Rivière ? 19
Margot Mazuet
- Exposer : le musée comme dispositif artificatoire des vignobles franc-comtois. 27
Vincent Chambarlhac
- Une plaquette, une maison de négoce, au défaut du terroir. 33
Vincent Chambarlhac
- Angelo Mariani et l'artification du vin de coca (1860-1914) 71
Bertrand Tillier

ARTICLE

- Un pressoir et des résidus de vinification de la fin du XIII^e s./début du XIV^e s., découverts dans le centre de Moissac (Tarn-et-Garonne) 83
Bastien Lefebvre

UN DOCUMENT, UNE TRACE

- Un vol de vin à Dijon en 1456 105
Rudi Beulant
- Une vue de la colline de Corton en 1937 135
Olivier Jacquet

CELLULE DE DÉGRISEMENT

- Non, les moines n'ont pas goûté la terre pour délimiter les terroirs viticoles de Bourgogne. 143
Jean-Pierre Garcia

RECENSIONS

- Bernard GALLINATO-CONTINO, *Le conseil général de la Gironde en lutte contre les fléaux de la vigne et du vin sous la III^e République (1870-1940)* 151
Olivier Serra
- « Vignes et vigneron en Verdunois : 2500 ans d'histoire » 153
Guillaume Grillon
- Le Vin en Auxois 155
Guillaume Grillon

Organisation de la revue

Directeur de la revue

Jean-Pierre GARCIA – ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne

Secrétariat d'édition

Daniel BATTISTI – Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Sophie DESBOIS – ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne

Comité éditorial

Vincent CHAMBARLHAC – Centre Georges Chevrier UMR7366, Université de Bourgogne

Florent DELENCRE – Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Sophie DESBOIS – ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne

Jean-Pierre GARCIA – ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne

Guillaume GRILLON – chercheur associé ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne ; Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Olivier JACQUET – Chaire UNESCO « Culture et traditions du vin » ; Centre Georges Chevrier UMR7366, Université de Bourgogne

Thomas LABBÉ – Leibniz-Institut für Geschichte und Kultur des östlichen Europa (GWZO), Universität Leipzig ; Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Comité de lecture

Vincent CHAMBARLHAC – Centre Georges Chevrier UMR7366, Université de Bourgogne

Florent DELENCRE – Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Guilhem FERRAND – FRAMESPA (FRANCE, AMÉRIQUES, ESPAGNE - SOCIÉTÉS, POUVOIRS, ACTEURS) / TERRAE UMR5136, Université de Toulouse

Marguerite FIGEAC-MONTHUS – CEMMC (CENTRE D'ÉTUDES DES MONDES MODERNE ET CONTEMPORAIN) EA 2958, Université de Bordeaux Montaigne

Jean-Pierre GARCIA – ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne

Guillaume GRILLON – chercheur associé ARTEHIS (ARCHÉOLOGIE TERRE HISTOIRE SOCIÉTÉ) UMR6298, Université de Bourgogne ; Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Florian HUMBERT – chercheur associé Centre Georges Chevrier UMR7366, Université de Bourgogne

Olivier JACQUET – Chaire UNESCO « Culture et traditions du vin » ; Centre Georges Chevrier UMR7366, Université de Bourgogne

Thomas LABBÉ – Leibniz-Institut für Geschichte und Kultur des östlichen Europa (GWZO), Universität Leipzig ; Maison des Sciences de l'Homme de Dijon USR3516 CNRS-uB

Stéphanie LACHAUD – CEMMC (CENTRE D'ÉTUDES DES MONDES MODERNE ET CONTEMPORAIN) EA 2958, Université de Bordeaux Montaigne

Sandrine LAVAUD – Ausonius UMR5607, Université de Bordeaux Montaigne

Stéphane LE BRAS – CHEC EA 1001, Université de Clermont-Ferrand

Philippe MEYZIE – CEMMC (CENTRE D'ÉTUDES DES MONDES MODERNE ET CONTEMPORAIN) EA 2958, Université de Bordeaux Montaigne

Raphaël SCHIRMER – PASSAGES UMR5319, Université de Bordeaux Montaigne